



Saint-Prex, le 31 octobre 2024/AG

**MUNICIPALITÉ**  
DE  
**SAINT-PREX**

**DÉCISIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

Agissant en vertu de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), la Municipalité de Saint-Prex porte à la connaissance des électeurs que, dans sa séance du 30 octobre 2024, le Conseil communal de Saint-Prex a pris les décisions suivantes:

- de nommer et d'assermenter M<sup>me</sup> Olivia Cajuste, en qualité de secrétaire du Conseil communal.
- de nommer M<sup>me</sup> Maud Favre à la commission des finances, en remplacement d'un membre démissionnaire.
- d'autoriser la Municipalité à entreprendre l'augmentation de la canopée, afin d'améliorer la qualité de l'espace bâti, d'accepter l'amendement et de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme totale de Fr. 551'900.00 pour entreprendre ces travaux.

Conformément à l'article 160 de la LEDP, seule la décision relative à la canopée peut faire l'objet d'une demande de référendum. Celui-ci doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours (art. 163 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés aux piliers publics (art. 163 al. 3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art 163 al. 3 LEDP (art. 164 al. 1 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 134 al. 2 et 3 par analogie).

Le texte complet de ces décisions peut être consulté au secrétariat municipal.

Secrétariat municipal